



AGENCIA NUEVA NICARAGUA



BULLETIN HEBDOMADAIRE NO. 107 / 18 AVRIL 88

UN ACCORD DE PAIX OU UNE DEFAITE TOTALE DE LA CONTRA

Lors de la réunion qui s'est déroulée du 16 au 18 avril entre le gouvernement et la Contra, aucun accord de cessez-le-feu définitif n'a été signé. Pourtant, les négociations ne sont pas rompues et reprendront le 28 avril à Managua. La Contra, malgré ses profondes divisions, va-t-elle signer la paix ou cherche-t-elle la continuation de la guerre?

LA PROPOSITION QUE LA CONTRA N'A PAS VOULU SIGNER A MANAGUA

Le dimanche 17 avril, 3ème jour de travail des délégations au plus haut niveau du gouvernement et de la Contra, la direction sandiniste a présenté une proposition en 32 points pour le cessez-le-feu définitif.

LE DIALOGUE, UN ENGAGEMENT CONTENU DANS ESQUIPULAS II.

Fidèle à l'esprit et à la lettre des accords d'Esquipulas II, le Nicaragua a mis en place le dialogue national avec l'opposition, qui a connu en six mois des difficultés mais aussi des progrès, ainsi que les conversations avec la Contra. Même si le poids de Washington se fait sentir, les résultats de ce débat multidirectionnel sont positifs pour Managua.

LA CIA, LA DROGUE ET LE TERRORISME .

Au moment où se referme le dossier de l'Iran-Contra, la recherche minutieuse de R. Montedonico révèle tout ce que vous aviez toujours voulu savoir sur les liens de la CIA - et de la Contra - avec le trafic de drogue et le terrorisme. Une liste de preuves dont la justice étatsunienne, bien que les ayant en sa possession, n'a pas voulu tenir compte.

HONDURAS: LE REVEIL D'UN PEUPLE .

Les choses évoluent au Honduras. La sagesse populaire qui veut que l'on ne fait pas d'omelette sans casser des oeufs se vérifie encore une fois. La corruption, la crise économique qu'aucun espoir de solution ne vient alléger et l'abandon de la souveraineté nationale ont eu des conséquences prévisibles.

40 P 11481

UN ACCORD DE PAIX OU UNE DEFAITE TOTALE DE LA CONTRA

par Sergio Ferrari

Managua (ANN) Même si la contre-révolution et le gouvernement n'ont pas signé le cessez-le-feu définitif, qui était, selon les accords de Sapoá, le but de la réunion à Managua, la continuation du processus de négociation est "un progrès et non un échec", comme l'a dit Humberto Ortega, chef de la délégation du gouvernement.

Le succinct communiqué final, qui ne comporte que deux points alors que les conversations ont duré 72 heures, représente cependant un fait politique important, si l'on tient compte qu'à plusieurs reprises l'avenir du processus de négociation a semblé compromis.

La déclaration commune relève le ton "franc et direct" des discussions. Elle annonce un accord pour se rencontrer à nouveau dans 10 jours à Managua et déclare les deux délégations en "session permanente", ce qui indique que le travail va continuer, même à distance.

Au bilan de la réunion qui vient de se terminer, restent la proposition intégrale en 32 points qu'a présentée le gouvernement pour atteindre le cessez-le-feu définitif (voir ci-dessous) et la contre-proposition de la "résistance" sur le modus opérandi dans les 7 zones de concentration. Ces deux documents manifestent que les uns et les autres n'ont pas le même niveau d'analyses politiques. La Contra avance l'argument que, tant que l'on n'a pas établi tous les détails de fonctionnement dans les zones, on ne peut progresser vers une paix définitive. De son côté, le gouvernement pense qu'il est non seulement nécessaire mais indispensable de franchir les étapes globalement, puis de discuter du fonctionnement et de consolider sur les accords vers une paix définitive dans le cadre du calendrier fixé dans l'accord de Sapoá du 23 mars.

Cette différence d'appréciation n'est qu'une partie du problème. En effet, la Contra exige l'accélération de la "démocratisation" - ce qui pour elle signifie que les Sandinistes doivent offrir le pouvoir à l'opposition, effaçant ainsi tous les progrès qui ont été faits en 9 ans dans la construction institutionnelle du pays. Le gouvernement, quant à lui, affirme que c'est seulement quand le cessez-le-feu sera définitif que la discussion politique interne pourra se dérouler dans le cadre du dialogue national, comme le prévoit les accords d'Esquipulas II.

Quelques minutes après la fin des discussions, alors que la Contra était en route pour Miami via le Costa Rica, les dirigeants sandinistes, en un dialogue ouvert avec presque 100'000 habitants de la capitale réunis sur la place de la révolution, ont apporté les explications sur ce qui venait de se passer.

Faisant une radiographie rapide de la situation politique, sans rhétorique mais donnant des détails et des exemples, le président Ortega a éclairci les doutes et répondu aux préoccupations des participants.

Les divisions importantes qui existent au sein de la Contra - par exemple Enrique Bermudez, qui est à la tête du secteur des Somozistes fanatiques, s'oppose à toute solution négociée - représentent un élément important de la problématique à laquelle est confronté le gouvernement. On ne peut négliger l'impact, sur le processus de négociations, des pressions guerrières de R. Reagan, qui réduisent la marge de manoeuvre des Contras ayant intérêt à la paix.

Pourtant, comme l'a signalé le président Ortega, le gouvernement ne peut attendre éternellement, avec toute la flexibilité dont il a fait preuve, les décisions parcimonieuses de la Contra. Il se peut que la direction de celle-ci ne vienne pas à la prochaine rencontre, ou bien qu'elle ait une attitude passive, dans l'intention de rompre le dialogue. Dans ce cas, le président Ortega a averti: "Nous n'aurons d'autre possibilité que d'atteindre une victoire militaire totale sachant que de toute façon nous avons déjà gagné".

Les Sandinistes ne semblent avoir aucun doute sur la suite probable des événements. Soit tous les efforts sont faits et la solution négociée progressée, soit il ne reste plus que l'alternative de la défaite stratégique de la Contra sur le terrain militaire. C'est pourquoi la manifestation massive du lundi 19 a eu une importance particulière. Non seulement à cause des explications politiques apportées sur la signification des négociations et les possibilités qui s'offrent, mais aussi parce qu'il s'agissait d'un plébiscite des décisions que les dirigeants prennent. Dialogue et référendum qui manifestent et consolident la capacité de mobilisation du FSLN et sont un avertissement à la Contra que parler de la voie des armes n'est pas seulement un effet oratoire.

LA PROPOSITION QUE LA CONTRA N'A PAS VOU- LU SIGNER A MANAGUA

par Sergio Ferrari.

Managua (ANN) Le dimanche 17 avril, 3ème jour de travail des délégations au plus haut niveau du gouvernement et de la Contra, la direction sandiniste a présenté une proposition en 32 points pour le cessez-le-feu définitif.

Faisant constamment référence aux accords de Sapoá, cette initiative a tenté de réorganiser le calendrier de la concentration des forces de la Contra et à préciser à nouveau les zones de concentration et les localités géographiques.

Elle établit en détail les engagements des deux parties - elle éclaircit principalement ceux du gouvernement. Elle règle les activités des commissions mixtes composées, au plus, de 5 représentants pour chaque partie et définit les nouvelles modalités de l'amnistie. Elle spécifie des détails du processus de réintégration de la "résistance" à la vie civile, sans oublier la participation des contras désarmés à la vie politique - dans le dialogue national. Elle précise les prérogatives de la commission de vérification.

Même si la "résistance nicaraguayenne" n'a pas accepté ce document, il continuera à être la référence pour les prochaines étapes du processus de négociation, qui continuera le 28 avril à Managua. Ce sera le matériel de travail des deux délégations qui ont convenu, le 18 avril, de se déclarer "en session permanente".

OBJECTIFS

pour la cessation de la guerre, de manière totale et définitive, pour parvenir à la paix, à l'unité et à la réconciliation nationale.

CALENDRIER :

Juin: prolongation de 30 jours de l'arrêt de toutes les opérations militaires offensives (jusqu'à 10 juillet).

Du 19 au 25 avril: le gouvernement déplacera ses troupes et forces de sécurité des 7 zones de concentration où s'établiront les forces irrégulières.

Du 25 avril au 15 mai: les forces irrégulières de concentreront dans les 7 zones convenues préalablement.

Du 16 au 22 mai: la Commission de vérification (créée à Sapoá et composée du secrétaire général de l'OEA, Joao Baena Soares, et du cardinal Obando), constatera le regroupement, la quantité et l'identité des forces irrégulières dans ces zones. La Contra pourra recevoir l'aide humanitaire exclusivement à travers le comité international de la Croix Rouge (CICR) après l'approbation de la Commission de vérification.

Du 10 juin au 10 juillet: on complétera le processus de l'incorporation des forces de la Contra à la vie civile, de façon progressive, dans les zones de concentration qui auront comme de référence les localités suivantes:

1. Quilalí (Nueva Segovia)
2. San José de Bocay (Jinotega)
3. Kuskawas
4. La Piñuela
5. La Fonseca
6. Bilwaskarma (Atlantico Norte)
7. Alambikamba (Atlantico Norte)

Cette intégration se fera à travers l'amnistie et la remise du matériel de guerre que la Contra a en sa possession.

Pendant toute cette période, des commissions mixtes composées par des représentants de la Contra et du gouvernement, fonctionneront dans les 7 zones de concentration. Leur but sera d'exécuter les accords jusqu'au 10 juillet.

La Commission de vérification gardera en dépôt pendant un an le matériel de guerre remis par la Contra.

L'AMNISTIE

Le 20 mai, au plus tard, le gouvernement décrètera l'amnistie de 50 % des contras emprisonnés pour des activités subversives après le 19 juillet 1979.

Le 13 juin, les 50 % restants seront amnistiés après que la Commission de vérification aura attesté du processus de réintégration des forces irrégulières.

Les ex-gardes somozistes seront mis en liberté à partir de la signature de ces accords et après l'approbation de la Commission interaméricaine des droits de l'homme.

LE DIALOGUE NATIONAL

Les représentants des organisations politiques regroupées dans la "résistance nicaraguayenne" seront incorporés au dialogue national après que la Commission de vérification aura constaté le regroupement des forces irrégulières.

AUTRES ASPECTS

Aucune des deux parties n'augmentera sa force militaire dans ces zones et leurs alentours. Le gouvernement n'installera pas de pièces d'artillerie à proximité.

Il assurera les services de base afin que les zones de concentration fonctionnent normalement. Il respectera la sécurité et l'intégrité physique des combattants des forces irrégulières et de leurs collaborateurs dans d'autres zones abandonnées par ceux-ci.

Il s'abstiendra de pénétrer dans les zones avec des véhicules ou des avions. Il permettra le déplacement et la communication des forces irrégulières entre les zones, n'interférera pas dans leurs communications par radio. Il facilitera l'entrée dans les zones des parents des contras, du personnel médical et paramédical, des commerçants, des organismes neutres, culturels et religieux, ainsi que de la presse nationale et internationale.

Les forces irrégulières qui, à partir du 15 mai, ne seront pas dans les zones de concentration ne jouiront pas des facilités et des garanties prévues dans cet accord.

LE DIALOGUE, UN ENGAGEMENT CONTENU DANS ESQUIPULAS II

par Sergio Ferrari.

Managua, avril (ANN). La 20ème session du dialogue national entre le gouvernement et les partis d'opposition aura lieu à la mi-avril, au même temps que la 2ème rencontre au plus haut niveau entre le gouvernement et la contre-révolution. Si, à la veille de la signature des accords d'Esquipulas II, peu de gens croyaient à la possibilité que commence un processus de détente dans la région, presque personne ne pensait que le Nicaragua en serait l'artisan.

Dans le document "procédures pour établir la paix ferme et durable en Amérique centrale" signé par le cinq présidents centraméricains, deux articles sont la colonne vertébrale de la pacification de chaque pays: le dialogue national "avec les groupes désarmés d'opposition politique interne et ceux qui ont recouru à l'amnistie" et "les actions pour parvenir à un cessez-le-feu définitif dans le cadre constitutionnel".

Si ces mécanismes ne sont pas les seuls et si Esquipulas II introduit d'autres aspects visant à la réconciliation nationale, l'amnistie, la démocratisation et le retour des réfugiés, les protagonistes principaux de la détente - selon l'esprit des accords - sont le gouvernement, l'opposition politique et les "groupes irréguliers ou rebelles".

Le dialogue national au Nicaragua, qui a été convoqué par les Sandinistes le 5 octobre 1987, fonctionne depuis six mois avec des hauts et des bas à un rythme moyen de près de trois séances par mois. Bien qu'on n'ait pas assez avancé, c'est beaucoup par rapport aux autres pays centraméricains où ce dialogue n'a même pas commencé.

Depuis six mois, le dialogue national a connu trois étapes: la première du 5 octobre au 15 décembre, qui a été marquée par l'analyse de positions respectives, a abouti à un échec conjoncturel quand l'opposition a serré les rangs dans le "bloc des 14" et a voulu transformer le dialogue national en parlement afin de réaliser l'amendement immédiat (dans un délai de 15 jours !) de 17 chapitres fondamentaux de la constitution. Dès lors les séances ont été suspendues jusqu'à mars de cette année. Pendant cette 2ème étape, des convocations successives ont été faites par le gouvernement, mais ses interlocuteurs ne sont pas venus aux rendez-vous. La troisième étape est caractérisée par l'accord qui a été signé le 21 mars entre le gouvernement et 8 partis de l'opposition. Ce document est le cadre de référence de l'activité politique du pays, et les partis qui ne l'ont pas signé - et qui sont liés à la Coordination démocratique nicaraguayenne (CDN) - doivent s'y reporter dans le débat politique.

Mais si le dialogue interne s'est maintenu pendant six mois, l'évolution vers le cessez-le-feu est devenue un

aspect encore plus décisif pour l'avenir politique du Nicaragua. Les conversations ont eu, jusqu'à maintenant, 2 volets complémentaires: d'un côté les commissions technico-militaires pour définir l'extension, l'établissement et le modus opérandi de 7 zones de concentration des forces contras. De l'autre, les rencontres au plus haut niveau des délégations dirigées par le commandante Humberto Ortega pour le gouvernement et Adolfo Calero pour la Contra.

La continuation du long accouchement des accords de Sapoa et l'exécution - avec un certain retard - du calendrier qu'ils établissent, sont désormais les objectifs dans un processus qui est loin d'être simple et sur lequel la pression extra-régionale du gouvernement de Reagan a un poids décisif. Malgré les efforts faits par le gouvernement sandiniste, la Maison Blanche continue à refuser le rétablissement du dialogue direct avec le Nicaragua qui est suspendu depuis plusieurs années, après les rencontres de Manzanillo, au Mexique.

Le bilan des conversations mises en place par le gouvernement nicaraguayen après Esquipulas continue à être positif pour Managua, non seulement si l'on fait une comparaison avec les autres pays de la région, mais aussi si l'on évalue la propre dynamique interne du pays. On a renforcé un débat aux multiples facettes et pluraliste avec tous ceux qui d'une manière ou d'une autre jouent un rôle dans la conjoncture actuelle.

D'un autre côté, malgré les prétentions de certains membres de l'opposition dans ce processus de négociations, le gouvernement n'est pas aujourd'hui le dos au mur, l'opposition n'a pas pu s'entendre sur une position anti-gouvernementale unique et la Contra n'a pas réglé ses sérieuses contradictions internes aiguës par Sapoa et dont les conséquences structurales sont encore difficiles à prévoir.

LA CIA, LA DROGUE ET LE TERRORISME

par Ruben Montedonico.

Mexico City (ANN) "Oui Monsieur, l'argent de la drogue a été utilisé par les contras". C'était le 11 février 1987, pendant une session de la commission d'enquête du Sénat étatsunien. Milian Rodriguez, trafiquant de drogue jugé aux Etats-Unis, répondait à une question du sénateur John Kerry.

Cet ex-comptable confirmait ainsi des accusations qui avaient déjà été faites et selon lesquelles l'argent du trafic de drogue avait été canalisé par la Maison Blanche vers les comptes de la Contra nicaraguayenne. Ses dénonciations impliquent directement le département d'Etat: à ce sujet, Rodriguez a signalé qu'une des entreprises utilisées comme couverture des opérations de la

prises utilisées comme couverture des opérations de la CIA a reçu de celui-ci 250'000 dollars, du moins c'est la somme dont il a entendu parler.

Mais l'accusation de Rodriguez, qui purge une peine de prison de 43 ans en Caroline du Nord pour avoir blanchi de l'argent et dirigé une entreprise criminelle, n'est pas le seul témoignage sur les faux pas de la CIA, du Conseil national de sécurité et du département d'Etat, au moins, en ce qui concerne les opérations secrètes menées avec les bas-fonds de la pègre: il suffit de rappeler les accords que le gouvernement des Etats-Unis avaient passés avec la Mafia pendant la deuxième guerre mondiale et qui ont eu pour effet, entre autres, le bon accueil réservé aux alliés, surtout aux troupes étatsuniennes, lors du débarquement en Sicile.

LE VIETNAM

Tout le monde se souvient du mécanisme bien huilé qui servait à approvisionner les troupes d'invasion étatsuniennes au Viêtnam. Il ne leur manquait presque rien au front: ni la bière fraîche, ni la marijuana, ni les drogues dures. C'était l'opération appelée "Laotian Meo", organisée par Richard Secord et John Singlaub qui ne ménageaient pas leurs efforts pour que les "boys" se sentent comme chez eux.

Aujourd'hui, les "boys" ne vont plus à la guerre: les Etats-Unis ont tiré la leçon du sud-est asiatique et ont appris qu'il est bien plus commode que ce soit d'autres forces qui fassent le sale boulot.

Il n'y a plus besoin de fournir de la drogue aux petits gars, mais ce n'est pas une raison pour en débarrasser la planète, puisqu'elle dégage des fonds substantiels pour les opérations louches de la "compagnie" (la CIA).

L'IRAN-CONTRAGATE

Alors que, avec le procès de John Poindexter et Oliver North, accusés de détournement de fonds dans les opérations secrètes du Conseil de sécurité et de la CIA, le dossier Iran-Contra est sur le point d'être refermé, on est en train d'enterrer l'aspect le plus sombre de ces opérations: la connivence entre les appareils de sécurité de l'Etat et la Mafia des trafiquants de drogue. Avec le procès de Poindexter et North, l'Administration étatsunienne tente d'occulter une des pratiques les plus immorales dont les différents gouvernements qui se sont succédés à Washington ont tous été coutumiers: l'entrée, depuis plus de 40 ans, de la drogue aux Etats-Unis par le canal des services secrets de l'Etat ou sous leur protection.

Nous vous proposons la liste des preuves qui sont connues des trois pouvoirs constitutionnels des Etats-Unis et qui confirment qu'au cours de l'opération secrète du Conseil de sécurité et de la CIA connue sous le nom

d'Iran-Contragate, il y a eu étroite collaboration entre ces organismes et la Mafia de la drogue, entre autres la "Medellín Connection" de Colombie.

LES PREUVES

1) Une des omissions les plus flagrantes de l'enquête est le cas d'Eugene Hasenfus, employé par la Southern Air, pilote d'un avion de la CIA abattu par l'armée sandiniste. Les pilotes de la Southern Air ont fait des déclarations dans lesquelles ils reconnaissent qu'ils partagent, et partageaient, leur temps entre le travail pour la CIA et le travail pour les trafiquants de drogue.

2) En juillet 1987, le trafiquant Julio Morales a reconnu devant une commission du Congrès avoir transporté des armes pour la Contra sur un terrain d'atterrissage aménagé dans la propriété d'un agent de la CIA au Costa Rica, John Hull. Il a avoué être revenu aux Etats-Unis avec des chargements de drogue. Confirmant les affirmations d'autres témoins devant la même commission, il a accusé deux autres agents de la CIA, Adolfo Chamorro (alias Popo) et Octaviano Cesar, d'avoir participé à ce travail.

3) Le Centre international pour le développement politique, organisme d'Etat qui collabore à l'enquête du sénateur Kerry, a fait connaître au Congrès une liste de treize témoins qui pouvaient être interrogés sur la filière de la drogue.

Les commissions d'enquête n'ont pas jugé bon de les entendre. On sait que quatre d'entre eux, des pilotes qui ont été jugés et condamnés pour trafic de drogue, ont des liens avec la CIA et la Contra. Un autre, Jack Terrel, ex-mercenaire et agent de la CIA, a été surveillé sur ordre de North après qu'il ait dénoncé le réseau du double trafic.

4) Dans le dossier de l'Iran-Contragate, il est établi que Richard Secord, dans le but de bloquer l'enquête du département de la justice, sur les contacts avec les trafiquants, a dépensé 100'000 dollars pour, entre autres, acheter le silence de J. Terrel.

5) Lorsqu'on a tenté d'éclaircir le cas judiciaire connu sous le nom de dossier "Frogman", il a été prouvé que le Contra Horacio Pereira était fournisseur de drogue. Quand il a été jugé pour trafic de stupéfiants par la justice du Costa Rica, ont été apportés comme preuve à charge les enregistrements de conversations téléphoniques que Pereira a eu avec le chef Contra Juan Sebastian Gonzalez ("Guachan"), au cours desquelles il était question d'un envoi aux Etats-Unis d'une grande quantité de cocaïne.

6) "Guachan" a été lui-même jugé par le Costa Rica pour les faits dont il avait été question dans le cas Pereira. C'est à ce moment-là que la fraction contra qu'il diri-

des contre-révolutionnaires cubains Rene Corvo et Felipe Vidal. Depuis cette époque, Vidal a été arrêté à sept reprises pour ses rapports avec les trafiquants de drogue et Corvo, selon le "Miami Herald", a de nombreux liens avec la même Mafia.

AUTRES NICARAGUAYENS

7) Dans le dossier "Frogman", figure la déclaration de Julio Zavala, qui a affirmé sous serment avoir remis au chef contra Fernando Chamorro ("El Negro"), en mains propres, 500'000 dollars provenant de la vente de drogue aux Etats-Unis.

8) Fait partie aussi du dossier "Frogman" le cas du Nicaraguayen Norwing Meneses qui, lors de son procès, a reconnu avoir fait du trafic de cocaïne et avoir donné de l'argent à la Contra en Californie où il s'est réuni plusieurs fois avec des chefs de la force démocratique (FDN).

9) Selon les dénonciations publiques de plusieurs témoins cités par diverses commissions du congrès, Felix Rodriguez, agent de la CIA d'origine cubaine chargé des opérations pour la Contra à l'aéroport salvadorien d'Ilipango, a reçu 10 millions de dollars pour les mercenaires somozistes. Les généreux donateurs appartenaient à la "Medellín Connection" et ont fait parvenir l'argent à Rodriguez par leur filière centraméricaine et leur agent de vente régional, Matta Ballesteros. Il s'agit du trafiquant hondurien, protégé par l'armée de son pays, mais qui a été remis depuis peu aux autorités étatsuniennes.

10) Les autorités australiennes qui ont enquêté sur le trafic de drogue dans leur pays ont communiqué au Congrès des Etats-Unis un document qui implique quatre des "vedettes" de l'Iran-Contragate: le général R. Secord et trois membres de la CIA, Theodore Shackley, Tom Clines et Rafael Quintero, d'origine cubaine.

Clines et Secord ont été chargés par la CIA, de 1965 à 1973, de l'opération "Laotian Meo", par laquelle les troupes étatsuniennes dans le sud-est asiatique ont été approvisionnées en drogue. Shackley, qui selon le rapport Tower a été un des initiateurs de l'Iran-Contragate, était responsable de l'agence de la CIA au Laos et il aurait été associé à Secord et à Clines dans le "Laotian Méo".

UN GOUVERNEMENT SECRET

11) James Greitz, lieutenant-colonel en retraite, ex-commandant des forces spéciales étatsuniennes en Amérique latine et au Viêt Nam, a fait des déclarations intéressantes au cours d'une conférence de presse à New York en août 1987. En effet, il a affirmé être convaincu qu'il existe aux Etats-Unis un gouvernement secret formé pendant la guerre du Viêt Nam et dont les membres ont effectué de très nombreux sabotages, actions subversives et assassinats politiques. Selon lui, ils utilisaient le

trafic de drogue pour financer les guerres secrètes du Laos et du Kamptuchea ainsi que le projet Phénix, dirigé par la CIA et dont le chef était William Colby. Au cours de son échange avec la presse, J. Greitz a précisé que l'argent de la drogue a servi pour monter des opérations terroristes de la CIA en Iran, en Afghanistan, au Mozambique, au Zimbabwe, au Nicaragua et aux Philippines.

Ces déclarations ne sont ni des déductions ni des élucubrations puisque J. Greitz, pour prouver qu'il parlait en connaissance de cause, a révélé: "En octobre 1986, j'ai été invité à la Maison Blanche et j'ai été ensuite envoyé en mission spéciale dans le triangle d'or, zone de jonction du Laos, de la Birmanie et de la Thaïlande d'où proviennent d'énormes quantités d'héroïne et d'opium".

Il a en outre affirmé qu'ont participé à cette mission des fonctionnaires de la CIA et du Pentagone, les généraux en retraite R. Secord et J. Singlaub, ainsi que le commerçant Albert Hakim, tous compromis dans l'Irangate et dans le détournement des fonds provenant des ventes secrètes d'armes à l'Iran vers les comptes de la Contra.

J. Greitz a expliqué que, pour le trafic de l'opium dans le triangle d'or, on avait généralement recours à de "gros bonnets" de la drogue et a accusé Richard Armitage, sous-secrétaire adjoint du département de la défense pour le Moyen-orient d'avoir été le coordinateur de ces opérations.

ETRANGE VISITE

On se souvient que Armitage s'est consacré dans les années 70 à divers emplois diplomatiques en Asie et, selon certaines informations, il a fondé une entreprise à Bangkok, en Thaïlande, qui servait de couverture au trafic de drogue. Une piste le relie à l'Iran-Contragate: la visite qu'il a faite en compagnie d'Elliot Abrams au Honduras, siège central de la Contra, le 31 octobre 1986. Le Honduras est bien loin de la région que le Pentagone lui a assigné pour son travail. E. Abrams, de son côté, a été mentionné à de nombreuses reprises dans l'enquête de l'Iran-Contragate et il est rendu coresponsable du détournement de fonds au profit de la Contra, ainsi que de la collecte d'argent, destiné également aux mercenaires, dans d'autres pays, par exemple auprès du Sultan du Brunei.

12) La commission des forces armées de la Chambre des Représentants fournit une autre preuve. Son président, Aspin, a affirmé que le financement de la Contra provenait, avant que le Congrès ne lui vote un budget officiel, non seulement des ventes d'armes à l'Iran mais aussi du trafic de drogue. L. Aspin a découvert que, pendant huit mois, en 1986, sur les comptes disponibles de la Contra, il y avait un peu plus de 92'000 dollars.

Jusqu'en février 1986, elle a reçu en moyenne 3,5 millions de dollars chaque mois. Mais quand il a demandé à Poindexter d'où provenaient les fonds entre février et no-

vembre 1986, date à laquelle le Congrès a recommencé à voter l'aide, il n'a pas obtenu de réponse satisfaisante. On se souvient qu'à cette époque, les opérations dans le triangle d'or mentionnées par J. Greitz marchaient bien.

IGNORANCE

Bien que dans certaines commissions du Congrès ces accusations aient été portées clairement - par exemple au Sénat, en juillet 1987, par Howell Heflin -, celles qui ont enquêté sur l'Iran-Contragate ont décidé de les ignorer.

13) Les commissions d'enquête se sont emparées du télégramme de l'ex-ambassadeur des Etats-Unis au Costa Rica, Lewis Tambs, à O. North, date d'avril 1985. Le diplomate y explique en détails que des chefs contras sont impliqués dans la contrebande de drogue. Cependant, quand le Sénateur Heflin a interrogé North à ce sujet, la commission a décidé d'abandonner cette piste.

De la même manière, la commission des narcotiques de la Chambre des représentants a arrêté ses recherches sur l'avis de son président, le démocrate Charles Rangel, malgré la nécessité d'approfondir l'enquête que menait un autre démocrate de la commission - lequel s'appelle curieusement James Traficant. Le 21 juillet 1987, celui-ci a fait au Congrès la déclaration suivante: " Je crois que des gens acheminaient des armes et des munitions au Nicaragua (pour la Contra) et revenaient avec de la drogue. Je ne vois pas comment cela aurait pu se faire sans que personne au gouvernement ne le sache".

14) Le "Christic Institute" a porté plainte contre Adolfo Calero et plusieurs citoyens étatsuniens impliqués dans le réseau d'appui et de financement de la Contra. Ils sont accusés d'avoir perpétré l'attentat de mai 1984 contre Eden Pastora. Le "Christic Institute" demande une indemnisation pour les journalistes étatsuniens qui étaient sur les lieux de l'attentat, Martha Honey et Tony Avirgan, ce dernier ayant été blessé.

La plainte comporte les preuves que l'attentat a été organisé par la CIA et exécuté par des fonctionnaires ou des ex-fonctionnaires de la CIA. Elle implique aussi des gens du Pentagone. Elle prouve également qu'il a été financé par l'argent provenant du trafic de drogue de la Contra.

Elle contient les témoignages des pilotes qui transportaient les armes et la drogue, accusations qui figurent aussi dans le rapport du Centre international pour le développement politique (voir point 3).

Les journalistes T. Avirgan et M. Honey ont été temporairement assignées à résidence par les autorités judiciaires du Costa Rica.

Ils ne peuvent quitter le pays sous prétexte qu'ils pourraient avoir participé à l'attentat. Ils représentent un danger, comme le témoignage de Glenn Robinette, ex-

agent de la CIA. Il a reconnu devant la justice qu'il avait été chargé de les surveiller au Costa Rica. Il avait reçu l'ordre de chercher tous les renseignements pouvant permettre de discréditer les deux reporters qui étaient en train d'effectuer une campagne contre la CIA après l'attentat de 1984. Il a en outre affirmé que R. Secord lui a demandé de recruter des gens pour ne rien perdre des détails de leur vie. C'est pourquoi il s'est mis d'accord avec Moises Nuñez, agent de la CIA au Costa Rica, et a embauché une douzaine de chauffeurs de taxis de San José, leur offrant un salaire de 7000 dollars en espèce.

Mais la justice des Etats-Unis a décidé d'écarter toutes ces preuves et de ne pas soulever le voile, suivant en cela l'exemple du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif.

Sources:

Agences de presse DPA, Prensa Latina, Agencia Nueva Nicaragua.

Journaux "The Miami Herald", "Le Monde Diplomatique", octobre 1987 (édition en espagnol), "El Día (Mexico)".

Livre "De Monjes, Mercaderes y Mercenarios", de Roberto Badini, Ediciones Mexsur, Mexico.

HONDURAS: LE REVEIL D'UN PEUPLE .

par Misael Barrios (envoyé spécial ANN)

Tegucigalpa, (ANN). Les collèges fermés, les forces anti-émeutes devant l'université, des chars blindés dans les rues de Tegucigalpa et de San Pedro Sula, capitale économique du pays, les radios condamnées à ne diffuser que de la musique, la presse soumise à la loi d'état d'urgence, l'enterrement de deux étudiants victimes des forces de l'ordre converti par des milliers de participants en un défi à l'interdiction de manifester... est-ce là le même pays ? C'est ce que pouvaient se demander les citoyens que les "cobras" - forces d'élite de la lutte urbaine - avaient mis dos au mur, dans un coin, pour les fouiller.

Cette question ne paraît pas en effet hors de propos aux 3 millions de Honduriens qui viennent de se réveiller après une léthargie de plusieurs décades. Avec force, ils ont exprimé leur désaccord avec la façon dont sont conduites les affaires publiques et surtout leur volonté de défendre la souveraineté nationale, si fragile, comme l'a montré l'histoire, et remise en cause par les deux derniers gouvernements qui se sont compromis avec les Etats-Unis. Mais le réveil du Honduras n'est une surprise que pour ceux qui faisaient une analyse superficielle de la situation.

Déjà le document de Santa Fé, rédigé entre autres par l'ancien secrétaire d'Etat, Henri Kissinger, parle du Honduras comme du "site idéal pour que nous (les Etats-

Unis) asseyons les bases de notre déploiement en Amérique centrale". Mais la charge accumulée sur les citoyens est si lourde qu'une goutte d'eau a suffi pour faire déborder le vase.

Pays le plus pauvre d'Amérique centrale, au deuxième rang de la misère derrière Haiti pour l'Amérique latine, le Honduras a pourtant reçu environ 1,2 milliards de dollars des Etats-Unis. C'est que la plus grande partie n'a pas servi pour des projets de développement, mais a été utilisée pour renforcer l'armée, comme le signale un document signé par l'association hondurienne des avocats. Cette organisation ajoute: "Depuis le gouvernement libéral de Roberto Suazo Cordova et jusqu'à l'actuel, également libéral, de José Azcona, il est impossible de dire à quoi ont été utilisés les fonds provenant des Etats-Unis. On a de plus en plus le sentiment la corruption règne au gouvernement, dans les forces armées et à tous les échelons de l'Etat, et qu'elle profite au groupe économique-financier associé et dépendant des capitaux étatsuniens". Le problème de la dépendance ajoute au désespoir économique, "cet immense tunnel au bout duquel n'apparaît aucune lueur, même éphémère, d'espoir", comme le qualifie Oscar Reina, membre de l'opposition libérale.

En premier lieu, il y a l'établissement des campements de la Contra sur le territoire national. "Cela paraît impossible: pendant des années, Suazo Cordova et Azcona ont nié la présence des mercenaires alors que le plus insignifiant des journalistes des Etats-Unis photographiait les contras armés et prospères dans les camps de El Aguacate ou de Jamastrán", écrit l'association des avocats. On estime qu'au moins 25'000 producteurs agricoles des départements frontaliers avec le Nicaragua ont été forcés de quitter leurs terres, chassés par la Contra qui a déclenché une vague de violence comme le pays n'en avait jamais connu.

Deuxième problème parallèle à la présence des mercenaires: une partie du territoire a été offerte aux troupes étatsuniennes. L'île du Cygne a été cédée, de fait, de façon illimitée, ainsi que Palmerola. De plus, 23 manoeuvres militaires conjointes ont été effectuées depuis 1983, qui ont permis "d'acclimater" 10'000 soldats étatsuniens aux conditions qu'ils rencontreraient au Nicaragua en cas d'intervention. Avec les soldats sont arrivés le sida, les dollars, la prostitution des femmes et même des enfants. Autant de scandales qui ont secoué une société conservatrice par nature.

Les derniers mois ont été particulièrement sensibles. Rien n'a pu en effet restaurer l'image du président Azcona quand, en mars, R. Reagan a décidé, sans le consulter, d'envoyer pour son propre compte la 82ème division aéroportée au Honduras, prétendant répondre à une demande d'aide devant une invasion sandiniste. Azcona s'est rendu compte qu'il avait demandé cette aide quand l'ambassadeur Everet Briggs le lui a communiqué, huit heures après l'annonce de l'envoi des troupes faite à Washington: lorsque cela a été prouvé, le président hondurien s'est fait éreinter par ses propres coreligionnaires au Congrès.

Puis est venue la peu commune extradition d'un citoyen hondurien, remis aux autorités étatsuniennes, qui constitue une violation flagrante de la constitution. Qu'il soit ou non trafiquant de drogue ne change rien au problème. Il ne manquait plus que cela pour finir d'exaspérer la population et mettre le feu aux poudres.

Ce qui se passe, ou se passera, au Honduras n'est que le produit de cette accumulation d'événements à travers lesquels se joue la souveraineté nationale.

L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Telex: 375-1081, publie également des bulletins hebdomadaires, en allemand et en anglais. Directeur: Roberto García Bozo.

Prix d'abonnement pour particuliers : sfr 80.--/ff 300.--

pour comités de solidarité : sfr 200.--/ff 500.--

Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

